Globethics Repository



Genre et corruption

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Journal
Authors	Transparency International
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-13 18:06:49
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177553

Document de travail

03 / 2007

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption



Genre et corruption: Comprendre et briser le lien

Aujourd'hui, les décideurs politiques cherchent de plus en plus à prendre en compte les questions relatives au genre des individus dans les politiques de lutte contre la corruption qu'ils souhaitent mettre en place. Ils prennent pour cela en considération l'impact potentiel de ces politiques sur les hommes et sur les femmes. Cette démarche peut les aider à élaborer des politiques plus ciblées. Elle peut aussi permettre à la société civile d'assurer un suivi plus efficace de la corruption et contribuer à la formulation de meilleures politiques. Les résultats des recherches menées sur le sujet au cours des dernières années sont cependant contradictoires et aucun consensus ne se dégage clairement des différentes études qui analysent les relations entre genre et corruption. Ce document de travail analyse les études récentes en la matière pour déterminer dans quelle mesure les femmes ont un impact sur la corruption et sont affectées par elle.

Table des matières

1. La corruption est-elle influencée par le sexe des individus ?
2. Les effets de la corruption sur les femmes
3. Stratégies pour intégrer les questions relatives au genre des individus dans les politiques de lutte contre la corruption

Les institutions dysfonctionnelles sont susceptibles de corrompre les individus qui y travaillent, quel que soit leur sexe.

1. La corruption est-elle influencée par le sexe des individus?

L'hypothèse selon laquelle les femmes sont moins corrompues que les hommes et représentent donc une force politique positive a été avancée au cours des dernières années. Elle est basée sur le postulat qu'une participation (et influence) accrue des femmes dans la vie politique sera corrélée avec une réduction de la corruption au niveau national. Cette thèse ignore cependant un facteur important : le genre des individus peut conditionner les occasions qu'ont les femmes d'avoir recours à la corruption.

Certains spécialistes des questions relatives au genre et à la corruption, comme Anne-Marie Goetz, cherchent à comprendre pourquoi la plupart des études indiquent que les femmes semblent moins corruptibles que les hommes.[1] Est-ce parce qu'elles ont en général moins d'argent? Ou est-ce le résultat de leurs activités qui se concentrent sur le foyer ou s'exercent en marge de l'économie formelle ? Il se peut aussi que les femmes aient recours à des formes de paiements informels pour avoir accès aux services publics ou soient forcées d'accorder des faveurs sexuelles plutôt que de l'argent. En conséquence, il est possible que ces incidents échappent aux techniques d'enquête et ne soient pas reflétés dans les indices de la corruption.

Dans beaucoup de pays, la corruption survient essentiellement par l'intermédiaire de réseaux masculins et dans des cercles dont les femmes sont socialement exclues, tels que la vie politique ou commerciale. En conséquence, beaucoup d'études ont montré que les hommes sont plus susceptibles d'être victimes de la corruption que les femmes.[2] Dans le cas de l'Amérique Latine, les hommes sont généralement ceux qui sont impliqués dans les activités gouvernementales ou les transactions commerciales et sont donc plus souvent soumis à des demandes de pots de vin ou d'extorsion comparés aux femmes. Cependant, si les lieux de travail se féminisent ou lorsque les femmes accèdent à des postes de direction, on ne peut pas partir du principe qu'elles se montreront moins corrompues ou ne mettront pas en place à leur tour leurs propres réseaux de corruption. Les institutions dysfonctionnelles sont susceptibles de corrompre les individus qui y travaillent, quel que soit leur sexe.

Il se peut aussi que les femmes donnent ou reçoivent des pots de vin, mais le fassent de manière indirecte ou par l'intermédiaire de leurs proches. Des recherches menées en Asie du Sud-est ont ainsi montré que les femmes participent parfois de manière indirecte à des actes de corruption pour monter en grade dans les bureaucraties politiques. Comme un tabou culturel empêche les femmes d'interagir avec des hommes qui ne leur sont pas apparentés, elles sont parfois mêlées à des pratiques corrompues par l'intermédiaire des hommes de leur famille. Leur participation indirecte peut induire les observateurs à conclure que les hommes sont à la racine des problèmes de corruption tandis que les femmes sont moins susceptibles de se livrer à de telles pratiques.

Il se peut aussi que les attitudes à l'égard de la corruption soient davantage influencées par la culture que par le sexe des individus. Certaines études indiquent que les femmes perçoivent leur pays comme moins corrompu que leurs homologues masculins, alors que d'autres suggèrent qu'hommes et femmes partagent des perceptions similaires en la matière. Dans certains cas,

les femmes peuvent même se montrer davantage concernées par le phénomène de la corruption que les hommes, ainsi que le soulignent le Baromètre Mondial de la Corruption de TI ou d'autres études quantitatives.[3] Une étude récente a montré que si les femmes tolèrent moins la corruption que les hommes en Australie, il n'y avait pas de différence significative entre les hommes et les femmes en Inde, en Indonésie et à Singapour.

En dépit de ces résultats, les gouvernements soucieux de lutter contre la corruption ont renouvelé leur personnel de manière à augmenter la proportion de femmes dans leurs rangs, particulièrement aux postes liés à la distribution de services publics. Au Brésil par exemple, certaines municipalités ont tenté l'expérience d'employer exclusivement des agents de circulation féminins pour éliminer la petite corruption. Bien que l'initiative ait eu des retombées positives, certains observateurs ont noté que les résultats enregistrés pouvaient être influencés par d'autres changements qui ont accompagné les réformes de personnel. Ces mesures comprennent l'amélioration du système de motivation et de responsabilité, pour renforcer la fierté des employés dans leur travail et permettre le suivi de leurs performances.

Les données empiriques elles-mêmes n'ont pas complètement réussi à résoudre certaines questions relatives au lien entre les femmes et la corruption. Certains résultats récents indiquent une corrélation statistiquement significative entre une participation accrue des femmes à la gouvernance et une réduction de la corruption.[4] Cependant, aucun lien de causalité entre le genre et la corruption n'a pu être établi jusqu'à aujourd'hui, ce qui suggère que le sexe des individus n'est pas un déterminant des comportements corrompus. La participation des femmes à la vie publique devrait être encouragée dans un souci d'équité plutôt que dans le but de lutter contre la corruption.

2. Les effets de la corruption sur les femmes

Alors que les avis divergent sur la manière dont genre et corruption interagissent, il n'y a pas de doute sur les effets sévères que la corruption impose à la vie des femmes. Les femmes sont souvent confrontées à des formes de discrimination sociale, culturelle, politique et institutionnelle dans leur pays, qui sont aggravées dans une société corrompue. L'accès aux institutions étant déjà limité pour les femmes, la corruption génère des obstacles supplémentaires pour leur permettre d'accéder aux biens publics (y compris les services publics) et à participer à la vie politique.

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la corruption dans les domaines suivants :

- L'accès à la décision. Avec la corruption, hommes et femmes ne sont pas à armes égales en matière de prise de décision. Lorsqu'on peut vendre et acheter un parti politique, monnayer des voix pour une élection ou obtenir une promotion sur la base des relations personnelles plutôt que du mérite, il y a moins d'occasions pour les femmes d'accéder aux cercles décisionnels d'un pays, que ce soit au sein du gouvernement, du système politique ou des entreprises privées.

Les Femmes et la Corruption en Azerbaïdjan

Le Advocacy and Legal Advice Centre (ALAC) de Transparency en Azerbaïdjan fournit des conseils juridiques et assure le suivi des plaintes relatives à la corruption. Les plaintes reçues illustrent les différentes formes de corruption auxquelles les femmes sont confrontées. Parmi les cas les plus choquants, on peut citer le cas d'une femme venue se plaindre au bureau de Baku, la capitale, du comportement corrompu d'officiers de police.

Elle avait été arrêtée et détenue avec une amie dans la rue pour prostitution (qui, s'il ne s'agit pas d'une infraction criminelle, est passible d'amende). Après avoir été verbalisées, les deux femmes avaient été conduites à l'hôpital pour être examinées et traitées sous prétexte qu'elles disséminaient des maladies vénériennes, ce qui outrepassait largement les prérogatives des policiers. La femme se plaignait que le seul moyen pour les deux femmes de quitter l'hôpital avait été de payer un pot de vin au chef de clinique en échange de leur relâche.[5]

« La corruption tarit les ressources publiques et détourne les fonds destinés au développement économique national ou aux services sociaux. Elle affecte de manière disproportionnée les femmes et les pauvres qui ont le plus besoin de ces services… Les femmes se trouvent aussi probablement dans une position plus faible pour lutter contre la corruption lorsqu'elle survient… »[8]

- La protection et la promotion des droits des femmes selon la loi. Les droits des femmes sont souvent largement inégalitaires ou peu respectés sur des questions sociales, politiques et économiques essentielles : mariage et divorce, trafic humain, allégations d'adultère ou de viol, garde d'enfant, questions d'héritage, de droits de propriété et d'indépendance financière, entre autres. Dans un système corrompu, les droits humains au sens large, pour les femmes, les petites filles ainsi que les groupes minoritaires, sont méprisés (voir ci-contre). Un système judiciaire corrompu perpétue ces problèmes et renforce de manière implicite ou explicite les formes de discrimination existantes.[6] Comme les femmes n'ont généralement pas accès aux ressources financières, tous les cas portant sur des actes de discrimination risquent d'être perdus si l'accusé a les moyens de soudoyer le juge ou le procureur.

- L'accès et le contrôle des ressources. La corruption réduit les recettes publiques, ce qui se traduit souvent par une réduction des dépenses dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la famille et des services sociaux en général. Ces réductions affectent particulièrement les conditions de vie des femmes et des enfants qui dépendent le plus de l'accès aux services dispensés par l'Etat (bien que les hommes y perdent aussi quand ils ont charge de famille). La corruption dans les secteurs de l'eau et de l'énergie affecte particulièrement les femmes pauvres à qui revient la tâche de trouver l'eau et le combustible nécessaires à la famille.[7] En plus de l'accès aux services de base, la corruption augmentent les obstacles pour les femmes chaque fois qu'elles interagissent avec le gouvernement. Par exemple, la corruption leur rend plus difficile l'accès au crédit ou l'obtention de permis et de licences.

3. Stratégies pour intégrer les questions relatives au genre des individus dans les politiques de lutte contre la corruption

Si les décideurs sont bien informés sur la manière dont la corruption affecte différemment les hommes et les femmes (ainsi que les autres groupes), ils sont dans une meilleure position pour concevoir des politiques de lutte contre la corruption plus ciblées et efficaces.

Prendre en compte les questions relatives au genre dans la lutte contre la corruption permet d'assurer que les deux sexes bénéficient de manière équitable des interventions politiques. Pour être efficace, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des initiatives contre la corruption doivent prendre en considération les expériences et les préoccupations respectives de chaque sexe en définissant une stratégie d'action.[9]

Les efforts récents pour intégrer la dimension du genre dans la lutte contre la corruption ont mis en lumière trois bonnes pratiques :

- Les décideurs ont besoin d'informations spécifiques par sexe (données désagrégées) ;

- Ils doivent mener de pair des politiques de lutte contre la corruption ciblées et des politiques qui visent à promouvoir la participation des femmes à la vie publique ;
- Pour être efficaces, ces démarches doivent comprendre des activités participatives de planification et de suivi ciblées sur les femmes.

Un certain nombre d'organisations bilatérales et multilatérales majeures telles que le Conseil de l'Europe (COE), l'Agence de coopération technique allemande (GTZ) et le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont identifié un certain nombre d'opportunités pour intégrer les préoccupations de genre dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la corruption.[10]

Dans de nombreux cas, cette démarche est divisée en plusieurs étapes. Le PNUD a ainsi développé dix étapes pour concevoir des politiques qui intègrent la dimension du genre. L'une de ces étapes comprend l'élaboration d'arguments pour l'égalité des sexes (voir la sixième étape) pour provoquer un changement dans les normes et comportements culturels. Une autre considération essentielle consiste à déterminer comment introduire des calculs d'efficience dans ces efforts : par exemple, une analyse de la rentabilité et de l'efficacité des interventions de politique. Comme partie intégrante de cette démarche, les décideurs politiques et les partenaires de la société civile doivent déterminer jusqu'à quel point l'objectif d'intégrer la dimension du genre dans les politiques peut être atteint, les préoccupations de justice sociale traitées (y compris l'égalité des sexes) et les coûts minimisés (en termes sociaux, politiques, financiers et culturels).

Sur la base de ces calculs, les stratégies qui privilégient la participation des femmes apparaissent comme les alternatives les plus efficaces pour prendre en compte les préoccupations liées au sexe des individus dans les politiques de lutte contre la corruption. GTZ a montré par son expérience de terrain que les processus budgétaires participatifs et les activités de planification qui visent à augmenter la transparence et la responsabilité peuvent être des bons moyens d'intégrer les femmes aux efforts contre la corruption.

Quelle que soit la stratégie retenue pour intégrer les questions relatives au genre des individus dans les politiques de lutte contre la corruption, il est essentiel de promouvoir un changement dans les règles et les pratiques institutionnelles pour que ces initiatives puissent être durables et couronnées de succès. Des interventions allant dans ce sens dans des pays tels que le Ghana ont montré que promouvoir la participation des femmes au sein du gouvernement risque d'avoir peu d'effet en termes de lutte contre la corruption, si cela ne s'accompagne pas de changements équivalents dans les attitudes relatives aux deux sexes. (Voir ci-contre). Pour promouvoir ces changements, on doit promouvoir des changements culturels et institutionnels plus larges pour redéfinir les rôles et les perceptions sociales de la femme dans la société. Les efforts pour prendre en compte les considérations liées au sexe dans les stratégies de lutte contre la corruption risquent sinon de demeurer lettre morte.

Intégrer les préoccupations de genre pour combattre la corruption au Ghana

Les données collectées sur les attitudes respectives des hommes et des femmes de deux institutions publiques au Ghana (la police et l'éducation) indiquent que la stratégie qui consiste à promouvoir la participation des femmes dans le service public comme stratégie de lutte contre la corruption a peu de chance de parvenir à des résultats si elle n'est pas combinée à des stratégies d'action complémentaires.

Pour combattre la corruption au Ghana, le système des sexes – c'est-à-dire les rôles et responsabilités assignés aux hommes et aux femmes – aurait également besoin d'être réformé.11

Ce document de travail a été préparé par le Secrétariat Politique et Recherche de TI en 2007 et actualisé en 2008 avec de nouvelles données et textes. Nous tenons à remercier pour leur contribution Claudio Weber Abramo (Transparencia Brasil), Joke Muylvijk (Gender and Water Alliance,) Namawu Alhassan Aholo (Islamic Relief, UK), et Transparencia Mexicana qui ont participé à la rédaction de la première version de ce document de travail.

Pour plus d'informations sur ce document de travail ou d'autres, veuillez contacter Craig Fagan au secrétariat de TI : plres@transparency.org.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

References:

[1] *Anne Marie Goetz,* Political Cleaners: How Women are the New Anti-Corruption Force. Does the Evidence Wash? *(Brighton, United Kingdom: IDS, 2003). www.u4.no/document/showdoc.cfm?id=124.*

[2] *Il est important de noter que seulement une minorité d'outils et d'initiatives (environ 20 %) traitent des dimensions relatives au genre et à la pauvreté. Une des raisons pour cela tient à la taille et la méthode d'échantillonnage utilisées. On a besoin d'un échantillon assez large pour pouvoir désagréger les données par genre et niveau de revenus, ce qui n'est pas le cas de la majorité des outils de mesure de la corruption. Cependant, on pourrait concevoir des études plus spécifiques pour équiper les décideurs politiques en incorporant des questions ciblées sur les pauvres ou sur les femmes.*

[3] *Cette étude a sondé 63,199 personnes dans 60 pays. Pour plus d'informations sur le Baromètre Mondial de la Corruption, voir : www.transparency.org/news_room/latest_news/press_releases/2007/2007_12_06_gcb_2007_en. D'autres études menées par TI ont analysé les différences d'attitude selon le sexe à l'égard de la corruption et conclu que celles-ci ne peuvent pas être interprétées comme universelles. Ces études comprennent : Instruments de mesure de la corruption et de la gouvernance en Amérique Latine (2006). www.transparency.org/news_room/latest_news/press_releases/2006/2006_08_14_report_measurement_tools_la. Voir également : Transparencia México,* Indice Nacional de Corrupción y Buen Gobierno *(Mexico City: Transparencia México, 2005). www.transparenciamexicana.org.mx/ENCBG/.*

[4] *Pour plus d'informations sur la corrélation statistique entre genre et corruption, voir : Anand Swamy, Stephen Knack, Young Lee and Omar Azfar. 'Gender and Corruption'.* Journal of Development Economics*, Vol. 64, 2001, 25-55. www.williams.edu/Economics/wp/Swamy_gender.pdf;*
David Dollar, Raymond Fisman and Roberta Gatti. Forthcoming. 'Are Women Really the 'Fairer' Sex? Corruption and Women in Government.' Working Paper Series*, No. 4. (Washington, DC: World Bank, October 1999). www.onlinewomeninpolitics.org/beijing12/fairer.pdf.*
Vivi Alatasa, Lisa Cameron, Ananish Chaudhuric, Nivan Erkalb and Lata Gangadharan. 'Gender and Corruption: Insights from an Experimental Analysis'. Department of Economics Working Paper 974 *(Melbourne, Australia: University of Melbourne, 2006) www.economics.unimelb.edu.au/lcameron/papers/gender1.pdf.*
S. Hellsten 'Trust Me! My Hands are Dirty Also: Institutionalized Corruption and the Competing Codes of Public and Private Ethics', Professional Ethics*, Vol. 11:1, 2003. Council of Europe,* Gender and Corruption in South East Europe: Making an Impact *(Strasbourg, France: COE, 2004) www.coe.int/t/e/legal_affairs/legal_cooperation/combating_economic_crime/3_technical_cooperation/PACO/PACO-Impact/PC-TP(2004)45.pdf; Namawu Alhassan Aholo,* Fighting Public Sector Corruption in Sub-Saharan Africa: Does Gender Matter, *IDD, School of Public Policy, (Birmingham, United Kingdom: University of Birmingham, 2004). www.sed.manchester.ac.uk/idpm/research/events/PoliticalCorruption/documents/Alolo.doc.*

[5] *Ce cas a été rapporté au bureau d'ALAC le 27 juillet 2005. Pour en savoir plus sur ce cas, consultez le lien : www.transparency.org/publications/newsletter/2006/april_2006/anti_corruption_work/azerbaijan_alac.*

[6] *Celestine Nyamu-Musembi, 'Gender and corruption in the administration of justice',* Global Corruption Report: Corruption in Judicial Systems*, pp121-128 (Berlin, Germany: TI, 2007) www.transparency.org/publications/gcr.*

[7] *Pour plus de détails, voir : 'Gender and Water Alliance', qui cherche à intégrer les questions relatives au genre dans les politiques de l'eau, en assurant la participation des femmes dans la planification et l'exécution des politiques de l'eau. (www.genderandwater.org/page/669).*

[8] *Charlie Sever,* The Gender, Poverty, Governance Nexus: Key issues and current debates *(Dublin, Ireland: Development Cooperation Ireland, 2005). www.dci.gov.ie/uploads/gender-poverty-governance.doc.*

[9] *Le service d'information BRIDGE, qui est basé au sein de Institute of Development Studies (IDS) à l'Université du Sussex, soutient les efforts de campagne des décideurs politiques et des professionnels pour promouvoir l'égalité des sexes en comblant les lacunes entre théorie, politique et pratique par des informations relatives au genre. Voir : www.bridge.ids.ac.uk/index.html.*

[10] *Voir: Astrida Neimanis.* Gender Mainstreaming in Practice: A Handbook *(Bratislava, Slovak Republic: UNDP, 2002). www.undp.org/women/docs/RBEC_GM_manual.pdf. Council of Europe,* Gender and Corruption in South East Europe: Making an Impact *(Strasbourg, France: COE, 2004); www.coe.int/t/e/legal_affairs/legal_cooperation/combating_economic_crime/3_technical_cooperation/PACO/PACO-Impact/PC-TP(2004)45.pdf; GTZ,* Corruption and Gender: Approaches and Recommendations for TA. Focal Theme: Corruption and Trafficking in Women *(Bonn, Germany: GTZ, 2004). www.gtz.de/de/dokumente/en-corruption-and-gender.pdf.*

[11] *Pour plus d'informations, voir : U4 Helpdesk Query,* Gender and Corruption*. (Bergen, Norway: U4 Helpdesk, 2006). www.u4.no/helpdesk/helpdesk/queries/query98.cfm.*

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International est la seule organisation international qui s'emploie exclusivement à enrayer la corruption. TI promeut la formation de coalitions entre la société civile, les secteurs public et privé en une puissante coalition mondiale. Grâce à son Secrétariat International basé à Berlin et quelques 90 sections nationales à travers le monde, TI travaille aux niveaux national et international, afin d'endiguer l'offre et la demande en matière de corruption. www.transparency.org